

~~~~~

**7. ARRETE INTERMINISTERIEL  
N°002/CAB/MIN/ECO-FIN&BUD/2001 ET  
N°64/MIN/MINES-HYDRO/2001 DU 26 MAI  
2001 PORTANT MODIFICATION DE LA CLE  
DE REPARTITION DES TAXES FISCALES  
ET PARAFISCALES SUR LES PRODUITS  
PETROLIERS**

Le ministre de l'économie, finances et budget,

Le ministre des mines et hydrocarbures,

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, le  
Décret-loi Constitutionnel n°003 du 27 mai 1997  
relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir en  
République Démocratique du Congo;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, le  
Décret du 29 janvier 1949 coordonnant et révisant  
le régime douanier de la République Démocratique  
du Congo;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, le Décret-loi du 20 mars 1961 relatif au prix;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Ordonnance-loi n°68-010 du 06 janvier 1968 relative aux droits de consommation et au régime des boissons alcooliques;

Vu le Décret n°025/2001 du 14 avril 2001 portant nomination des membres du gouvernement;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté interdépartemental n°003/89 du 01 février 1989 fixant le mode de perception et de répartition des taxes fiscales et parafiscales sur les produits pétroliers;

Vu la nécessité et l'urgence,

# **ARRETENT:**

## **Article 1<sup>er</sup>**

Les taxes fiscales sur les produits pétroliers sont à verser dans le compte n°11.210/2115 intitulé: "Ministère de l'Economie Nationale, Taxes pétrolières à répartir", puis nivelées dans leur intégralité au profit du Compte Général du Trésor à la Banque Centrale du Congo.

## **Article 2**

Les taxes parafiscales sont aussi à verser dans le même compte n°11.210/2115 mais à répartir de la manière suivante:

- 50% au profit du Compte Général du Trésor;
- 15% à l'Office des Routes;
- 10% à l'Office des Voiries et Drainages;
- 10% au Service National des Routes de Desserte Agricole;
- 8% à la Régie des Voies Fluviales;
- 1% à la Commission Nationale de l'Energie;
- 1% à la Direction des Projets Pétroliers (Ministère des mines et hydrocarbures);
- 1% à la Cellule d'Etudes Economiques et de Planification Industrielle;
- 1,5% à l'OFIDA (subsides);
- 1,5% au Comité de Suivi de la Structure des Prix;
- 1% à la Direction des Etudes Macroéconomiques (Ministère du Plan et de la Reconstruction).

## **Article 3**

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 26 mai 2001

Le Ministre des Mines et Hydrocarbures  
**Simon TUMA WAKU BAWANGAMIO**

Le Ministre de l'Economie, Finances et Budget  
**MATUNGULU MBUYAMU ILANKIR**

~~~~~